

## Piloter au rétroviseur n'est pas un gage de sécurité

Nombreux sont ceux en Suisse qui regrettent une époque passée – ou qui ne fut jamais – tant elle est idéalisée. Mais on ne pilote pas un véhicule en regardant en permanence dans le rétroviseur : ce n'est ni très efficace, ni très sûr. Et pourtant, c'est ce que nous proposons de faire les opposants à Schengen/Dublin.

Le 5 juin prochain les citoyens suisses seront appelés à se prononcer sur cet accord bilatéral signé avec l'UE. Le Conseil fédéral a brillamment négocié : la Suisse peut participer pleinement à la coopération européenne en matière de sécurité tout en préservant son droit de faire des contrôles aux frontières et sa pleine souveraineté. La Confédération ne pouvait pas obtenir plus ; c'est d'ailleurs l'avis de nombreux politiques ou diplomates européens qui ont critiqué la Commission européenne, estimant que celle-ci avait lâché trop de lest.

Mais, comble de l'ironie, c'est cet Accord sur Schengen/Dublin, voulu par la Suisse et dans lequel nous avons obtenu beaucoup, qui est aujourd'hui le seul à être remis en cause par une campagne référendaire !

Cela s'explique par la vision passéiste qui anime les opposants. Ils pensent que la frontière suisse est en 2005 identique à ce qu'elle était il y a 50 ans. Or comparer la frontière à ce qu'elle était dans le passé, c'est tout simplement faire abstraction de la réalité : 700'000 personnes traversent la frontière suisse chaque jour ; parmi elles, 20'000 font l'objet d'un contrôle approfondi et 600'000 passent sans contrôle ou presque. Schengen, la technologie du SIS et le développement des contrôles mobiles, parallèlement au maintien de contrôles douaniers (contrôles de marchandise et contrôles des personnes soupçonnées) permettent de s'adapter à cette réalité et de mieux cibler l'action des forces de sécurité.

A l'ère du téléphone cellulaire, des technologies de l'information et de la mobilité, il y a quelque chose de pathétique à entendre les opposants à Schengen/Dublin nous expliquer qu'on peut continuer à contrôler nos frontières comme on le faisait en 1950, lorsque les douaniers se déplaçaient à vélo pour aller téléphoner au café du village!

On peut regretter le temps jadis, mais il n'est pas responsable de prétendre gouverner un pays en 2005 en appliquant des méthodes de 1950.

En niant les réalités d'aujourd'hui et en refusant l'évolution des technologies policières et douanières, les opposants mettent en danger notre sécurité.

**Damien Cottier**